

LE DEVOIR

Le Devoir

Une, mercredi 19 mars 2025 1186 mots, p. A1,A4

Bonnardel au fait des problèmes depuis 2021

MARIE-MICHÈLE SIOUI, STÉPHANIE VALLET ET AMÉLI PINEDA ; Félix Deschênes

LE DEVOIR

L'ex-ministre des Transports était au courant des changements budgétaires

L'ex-ministre des Transports François Bonnardel a été mis au fait dès septembre 2021 des changements budgétaires et de l'évaluation de risques d'un vérificateur externe relativement à la transformation numérique de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), révèlent des documents obtenus par Le Devoir.

M. Bonnardel est l'un des élus du gouvernement qui ont affirmé avoir été «trompés» au sujet de SAAQclic à la suite du dépôt, le 20 février, d'un rapport dévastateur de la vérificatrice générale (VG) du Québec à ce sujet.

Des documents consultés par Le Devoir montrent que le ministre Bonnardel a assisté à une présentation sur le budget de la transformation numérique de la SAAQ le 28 septembre 2021 dans les bureaux de son ministère, à Québec. Ces documents sont corroborés par les témoignages de deux sources, anonymes parce qu'elles ne sont pas autorisées à parler aux médias.

Cinq membres de la haute direction de la SAAQ, dont sa présidente de l'époque, Nathalie Tremblay, et le président de son conseil d'administration, Konrad Sioui, assistaient à la rencontre. Sébastien Lépine, qui était alors le chef de cabinet de M. Bonnardel et qui a brièvement été directeur de cabinet de l'actuelle ministre des Transports, Geneviève Guilbault, faisait aussi partie des personnes présentes.

Des courriels envoyés en amont de la rencontre montrent que cette séance a été préparée sur mesure pour le ministre Bonnardel. Les échanges, que Le Devoir a pu consulter, comprennent un «napperon du ministre», une sorte de résumé de la présentation. On y trouve aussi un sommaire d'un rapport d'une firme d'audit indépendante et une présentation exhaustive des finances de CASA (pour «Carrefour des services d'affaires», le nom donné au projet de transformation numérique).

La rencontre ne figure pas à l'agenda officiel du ministre. Sollicité mardi, le cabinet de M. Bonnardel — qui est désormais ministre de la Sécurité publique — n'a pas voulu confirmer la tenue de cette rencontre. «Le gouvernement du Québec a lancé plusieurs enquêtes et nous voulons aller au fond des choses pour faire la lumière. Par respect pour l'enquête publique dont le mandat a été annoncé aujourd'hui, nous allons limiter nos commentaires», a écrit son attaché de presse, Maxime Bélanger.

Pour rappel, la VG a avancé fin février que le virage numérique de la SAAQ coûterait, selon ses estimations, au moins 1 milliard de dollars. Le gouvernement du Québec a, depuis, déclenché une commission d'enquête publique sur cette aventure.

Des coûts qui explosent

Déjà, lors de la rencontre de septembre 2021, les coûts de la «livraison 2» avaient pratiquement quadruplé, peuton constater dans les documents présentés au ministre Bonnardel. La «livraison 2» est au coeur du projet SAAQclic, notamment parce qu'elle concerne les services d'immatriculation et les permis de conduire.

Dans la présentation, l'écart entre le budget initial du projet CASA et son coût réel en date du 3 septembre 2021 est inscrit.

Une note indique que le contrat initial, d'une valeur de 458,4 millions de dollars, sera suffisant pour assurer la «livraison 2» uniquement. Le budget total du projet monte à 682 millions de dollars, voit-on dans les tableaux. La troisième et dernière phase du projet doit encore être autorisée par le conseil d'administration, est-il aussi écrit.

À la période des questions, le 20 février dernier — jour du dépôt du rapport de la VG —, le ministre Bonnardel a confirmé avoir été informé que le budget était passé à 682 millions de dollars, «sans dépassements de coûts additionnels». Il n'a cependant pas précisé le moment où il en avait été informé.

Un rapport d'une firme externe

Lors de cette même réunion de septembre 2021, le ministre Bonnardel s'est aussi fait présenter le sommaire d'une revue du projet effectuée par une firme d'audit indépendante. Alors que la qualité, la portée et la vélocité du projet sont au vert dans la présentation, on aperçoit un carré bordé de rouge à la ligne portant sur les ressources du projet et sa planification. Le carré rouge indique qu'un plan d'action est en place.

Il est notamment indiqué que «la disponibilité de ressources internes et externes demeure un enjeu important qui sera réglé difficilement d'ici la fin du projet». On mentionne aussi que «l'impact de projets concurrents et des nouveaux besoins d'affaires (nouvelles lois, changement dans les règles d'affaires) demeure un risque significatif pour la réalisation de la feuille de route». La firme indépendante fait état d'une certaine marge de manoeuvre, mais ajoute un avertissement. «Il est primordial de réduire au strict minimum l'ajout de nouvelles fonctionnalités à la portée du projet», suggère-t-elle.

Un ministre en colère

Une source bien au fait du dossier a affirmé au Devoir que le ministre avait pleinement conscience, lors de cette réunion de septembre 2021, de l'ampleur des dépassements de coûts. Il était hors de lui lors de la rencontre, a relaté cette personne, qui n'est pas autorisée à parler publiquement de ces événements. Furieux, M. Bonnardel aurait réclamé aux personnes présentes qu'elles lui fassent des suivis tous les mois, rapporte notre source. Il semblait «bien au fait» du dossier et voulait comprendre d'où venait l'explosion des coûts, a assuré notre source.

Quand la VG a déposé son rapport sur SAAQclic, M. Bonnardel s'est montré surpris par les révélations qui s'y trouvent. «J'ai été trompé», a-t-il dit cette journée-là pendant la période des questions. «On m'a menti, on vous a menti, on a menti aux collègues ministres», a-t-il poursuivi.

Comme lui, l'ex-ministre de la Cybersécurité et du Numérique, Éric Caire, a déclaré qu'on lui avait menti. L'actuelle ministre des Transports, Geneviève Guilbault, a aussi affirmé qu'on l'avait «sciemment induit[e] en erreur». Le Devoir a, depuis, révélé que Mme Guilbault avait entre autres été avisée de retards dans les tests, les essais de performance, la sécurité et la formation entourant SAAQclic. M. Caire a, de son côté, été informé des dépassements de coûts en juin 2022.

Une longue liste d'invités

Les documents obtenus par Le Devoir attestent de la présence du ministre Bonnardel à la réunion du 28 septembre 2021, mais aussi du directeur de cabinet Lépine et des conseillers politiques Alain Généreux et Marc-André Morency.

Le ministre de la Cybersécurité et du Numérique de l'époque, Éric Caire, n'a pas participé à la rencontre. Sa directrice de cabinet, Julie Bérubé, son sous-ministre, Pierre E. Rodrigue, de même que sa directrice des communications, Nathalie St-Pierre, étaient toutefois présents.

De l'autre côté de la table, lors de cette même rencontre, se trouvait la présidente-directrice générale de la SAAQ de l'époque, Nathalie Tremblay. Étaient aussi présents Konrad Sioui, alors président du conseil d'administration, le responsable du projet, Karl Malenfant, le vice-président et directeur général, Yves Frenette, ainsi que deux directeurs: Francine Lépinay et Dave Leclerc, décédé depuis.